

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de Pierre  
CS60036  
59820 Gravelines  
ud-littoral.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Gravelines, le 24/02/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **UNEAL**

Rue de Paris  
62170 Écuire

#### Références :

Code AIOT : 0007002386

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement UNEAL implanté Rue de Paris 62170 Écuire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNEAL
- Rue de Paris 62170 Écuire
- Code AIOT : 0007002386    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société UNEAL exerce à Écuire des activités de :

- stockage de céréales : 30 530 m<sup>3</sup> (silo plat) répartis dans 20 cellules de capacités allant de 105 à 13 000 m<sup>3</sup> ;
- stockage de 2 000 t d'engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieure à 28 %).

Le silo se trouve en campagne. L'habitation la plus proche est à 84 m de la limite de propriété.

Le fonctionnement de cet établissement est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2016.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

1	PREVENTION DES RISQUES	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 7	
2	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-1	
3	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-2	
4	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS	AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-11	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection a permis de lever les non conformités relevées lors de l'inspection du 10 juillet 2024.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de ne pas signer l'arrêté de mise en demeure qui avait été proposé à l'issue de l'inspection du 10 juillet 2024.


Un prochain rapport proposera par ailleurs l'abrogation de l'article 20-2 de l'arrêté préfectoral 11/10/2016.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PREVENTION DES RISQUES


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/10/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre - Cloture
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est entièrement clôturé. [...]
<b>Constats :</b> <b><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 10/07/2024:</u></b> <b>Non-conformité :</b> L'inspection a constaté l'absence de clôture en limite de propriété séparant le chemin des bois et le bâtiment d'engrais.  <b><u>Constat effectué lors de l'inspection du 13/02/2025:</u></b> L'exploitant a complété la clôture existante en posant une clôture en limite de propriété séparant le chemin des bois et le bâtiment d'engrais.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Aménagements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les éléments du magasin de stockage présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- matériaux incombustibles,</li><li>- portes pare flammes de degré une demi-heure ou dispositif équivalent,</li><li>- parois des cases coupe-feu de degré 2 heures (béton),</li><li>- couverture de classe A ou de classe A2s1d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement,</li><li>- sol cimenté ou équivalent, ne présentant pas de cavités (puisard, fentes ...), sans interdire de déclivité.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Rappel des constats effectués lors de l'inspection du 10/07/2024:</u></b></p> <p><b>Non Conformité:</b></p> <p>Il a été constaté par l'inspection des désordres importants du bâtiment de stockage des engrais:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• fissures, fractures avec bombement des murs,</li><li>• ferraillements apparents dans la structure porteuse du bâtiment (Pignons, poteaux, poutres, corbeaux, charpente, etc...),</li><li>• Fissure et enfoncement de la dalle.</li></ul> <p>Ces désordres remettent en cause la résistance au feu du magasin de stockage des engrais.</p> <p><b><u>Constats effectués lors de l'inspection du 13/02/2025:</u></b></p> <p>L'exploitant a corrigé les désordres importants de son bâtiment de stockage d'engrais il a notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• fait démolir et reconstruire les murs présentant des bombements, fractures et fissures importantes ;</li><li>• renforcé la dalle en créant de nouvelles semelles de fondation, à l'emplacement des murs de séparation des cases ;</li><li>• construit de nouveaux murs REI 120 de séparation des cases à engrais ;</li><li>• fait reprendre les éléments de structures (notamment ceux présentant des ferraillements apparents).</li></ul> <p><b><u>Rappel du constat effectués lors de l'inspection du 10/07/2024:</u></b></p> <p><b>Non Conformité:</b> Il a été constaté par l'inspection l'absence de portes pare flammes de degré une demi-heure ou dispositif équivalent.</p> <p><b><u>Constats effectués lors de l'inspection du 13/02/2025:</u></b></p> <p>L'exploitant a muré trois portes de son bâtiment donnant l'une sur le pignon sud, les deux autres sur la face ouest orientée vers le chemin des bois.</p> <p>Il a également fait poser une porte issue de secours EI 60 située sur la face ouest, à l'opposé de l'entrée du bâtiment.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> La toiture est maintenue en bon état et comporte, dans le tiers supérieur du bâtiment, au dessus de la hauteur maximale des tas, dans la toiture ou sur le haut de la façade, à concurrence d'au moins 2 % de la surface au sol, des éléments judicieusement répartis permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (exutoires et ouvrants à commande automatique et manuelle, ou mise à l'air libre).
<b>Constats :</b> <b><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 10/07/2024:</u></b> L'exploitant a fourni à l'inspection un calcul des surfaces des dispositifs de désenfumage de son bâtiment de stockage d'engrais. Ce calcul fait apparaître une surface équivalente à 1,05 % de la surface au sol du bâtiment. <b>Non conformité :</b> Les dispositifs de désenfumage du bâtiment de stockage d'engrais sont insuffisamment dimensionnés.  <b><u>Constat effectué lors de l'inspection du 13/02/2025:</u></b> La situation reste inchangée. Toutefois par lettre du 21/01/2025 l'exploitant a demandé à Monsieur de Préfet de modifier les prescriptions encadrant son activité. En effet l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 n'impose une surface équivalente à 2 % de la surface au sol du bâtiment, que pour les engrais correspondant à la rubrique 4702-I et 4703 susceptibles de subir une décomposition auto entretenue. Concernant les engrais stockés par l'exploitant et autorisés par l'arrêté préfectoral du 11/10/2016 (4702-II), l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 impose une surface équivalente à 1 % de la surface au sol du bâtiment. Le dimensionnement des dispositifs de désenfumages est donc conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010. L'inspection proposera prochainement à Monsieur le Préfet d'abroger l'article 20-2 de l'arrêté préfectoral du 11/10/2016 dans un rapport dédié.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : DISPOSITIONS PARTICULIERES DU BATIMENT DE STOCKAGE D'ENGRAIS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/10/2016, article 20-11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le magasin de stockage des engrais est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz, de chaleur ou de fumée. Le type de détecteurs de gaz est déterminé en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les trois mois. Leur nombre est fixé pour permettre de détecter la décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure après l'apparition des premières fumées. Des postes d'alerte sont installés dans le magasin de stockage et les alarmes sont centralisées pour une intervention immédiate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Rappel du constat lors de la visite du 10/07/2024 :</u></b></p> <p>Le magasin de stockage des engrais est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée.</p> <p>Le système de détection est vérifié par une société extérieure annuellement, et par le personnel du site trimestriellement.</p> <p><b><u>Demande :</u></b></p> <p>L'exploitant précisera les modalités de report de détection en l'absence de personnel sur site.</p> <p><b><u>Constat lors de la visite du 13/02/2024:</u></b></p> <p>Le magasin de stockage des engrais est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée.</p> <p>Le système de détection est vérifié par une société extérieure annuellement, et par le personnel du site trimestriellement.</p> <p>L'exploitant a fait installer un report d'alarme sur la ligne téléphonique du responsable du site, ou de son adjoint lorsque le responsable du site est en vacances.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>